



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Balance des Paiements

LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2008



Mars 2010



SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
AVANT-PROPOS.....	5
PRINCIPAUX MESSAGES.....	6
I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2008.....	7
1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE.....	8
II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE	10
2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
2.1.1 - Balance commerciale.....	13
2.1.2 - Balance des Services	14
2.1.3 - Revenus nets	15
2.1.4 – Balance des transferts courants	16
2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	17
2.2.1 - Compte de capital	17
2.2.2 - Compte d'opérations financières.....	18
III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA.....	20
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS	20
3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	23
3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES	23
CONCLUSION.....	25
LISTE DES ANNEXES.....	26

LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES

		<i>Page</i>
GRAPHIQUES		
Graphique 1a	Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés	9
Graphique 1b	Evolution des productions du secteur minier	9
Graphique 2	Soldes caractéristiques de la balance des paiements	11
Graphique 3	Evolution de la part des principaux produits exportés	13
Graphique 4	Evolution de la part des principaux produits importés	14
Graphique 5	Evolution des services nets	15
Graphique 6	Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA	16
Graphique 7	Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement	18
Graphique 8	Evolution du commerce intra-régional entre 2001 et 2008	21
Graphique 9	Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2007 et 2008	22
Graphique 10	Croissance en moyenne, entre 2006 et 2008, des transactions courantes autres que le commerce de biens et des investissements intra et extra-UEMOA	24
TABLEAUX		
Tableau 1	Situation des arriérés de paiement extérieurs de l'Union en 2008	19
Tableau 2	Structure des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2008	22
ENCADRES		
Encadré 1	Faits marquants de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA en 2008	11
Encadré 2	Situation des arriérés de paiement extérieurs de l'Union en 2008	19
Encadré 3	Importance des flux intra-régionaux autres que le commerce des biens	25

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
DTS	Droit de Tirage Spécial
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
MBDP	Manuel de la Balance des Paiements
OCI	Organisation de la Conférence Islamique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

B	Bénin
BF	Burkina Faso
CI	Côte d'Ivoire
GB	Guinée-Bissau
M	Mali
N	Niger
S	Sénégal
T	Togo

AVANT-PROPOS

La balance des paiements régionale, établie à partir des balances des paiements des Etats membres, en neutralisant les échanges commerciaux et financiers intra-communautaires, s'avère être un outil adéquat d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. Elle permet de mieux appréhender les performances globales de l'Union en matière de paiements extérieurs.

Outre les informations recueillies par les pays pour la confection de leurs comptes extérieurs respectifs, l'élaboration de la balance des paiements régionale s'est appuyée sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Les corrections des asymétries apportées sur les statistiques du commerce extérieur des Etats membres, ainsi que l'évaluation des échanges transfrontaliers non contrôlés effectuée au cours de la réunion de cette Cellule, tenue en octobre 2009, ont permis d'élaborer la matrice des échanges de biens intra-communautaires au titre de l'année 2008.

PRINCIPAUX MESSAGES

- *L'évolution des transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2008 a été moins favorable qu'au cours des deux années précédentes, en liaison avec un environnement économique marqué par les crises énergétique et alimentaire auxquelles s'est ajoutée la crise financière internationale, qui s'est en outre aggravée et propagée à la sphère réelle au dernier trimestre.*
- *Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA se sont soldées en 2008 par un excédent global de 101,6 milliards, en repli de 676,3 milliards par rapport à son niveau de 2007, du fait de la dégradation du compte courant et du recul des entrées nettes de capitaux.*
- *Le déficit du compte courant s'est creusé de 360,0 milliards pour se situer à 1.964,7 milliards en 2008. Hors dons, rapporté au PIB, ce déficit est passé de 7,6% du PIB en 2007 à 8,0% en 2008. Cette dégradation du compte courant est principalement imputable à celle du solde des échanges de biens et services.*
- *Le déficit persistant de la balance commerciale a atteint 1.341,2 milliards, en raison de la hausse des importations associée à une faible augmentation des exportations. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est ainsi situé à 83,5% en 2008 contre 86,4% l'année précédente.*
- *Les importations ont enregistré la progression la plus forte depuis 1995, en liaison avec le renchérissement de ses principales composantes, particulièrement les produits pétroliers et alimentaires.*
- *La croissance des exportations est, pour sa part, attribuable à l'évolution favorable des cours des produits exportés, notamment le pétrole, le cacao, l'or et le coton.*
- *La dégradation du solde du compte courant a été, toutefois, atténuée par la progression des aides budgétaires obtenues par les pays de l'Union et la poursuite de la hausse des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants.*
- *Le déficit du compte courant a été financé par les entrées de capitaux publics et privés étrangers pour un montant de 2.047,4 milliards en 2008, en baisse, toutefois, de 13,1% par rapport à 2007.*
- *Les investissements directs ont connu une baisse en 2008, par rapport à 2007 au cours de laquelle d'importantes recettes de privatisation avaient été reçues dans le secteur des télécommunications. Les investissements directs enregistrés en 2008 sont destinés principalement aux secteurs bancaire, des mines, des télécommunications et du bâtiment.*
- *La baisse des entrées nettes de capitaux est également imputable à la réduction des engagements au titre de la dette publique, en liaison avec les efforts fournis par la Côte d'Ivoire et le Togo pour rétablir les relations harmonieuses avec les partenaires au développement, permettant ainsi un traitement approprié des arriérés de paiement extérieurs. Ces arriérés ont connu une réduction sensible de 202,5 milliards pour l'ensemble de l'Union en 2008, soit la première baisse enregistrée depuis 2002, contre une accumulation de 300,4 milliards en 2007.*
- *Les échanges intra-communautaires sont demeurées sur une tendance haussière. Cependant, leur part dans les exportations totales de l'Union s'est repliée passant de 20,0% en 2007 à 18,5% en 2008, du fait de l'augmentation des transactions sur les produits échangés avec des pays situés en dehors de l'Union (pétrole brut, or, uranium, riz).*
- *Le poids du commerce intra-régional dans l'UEMOA (18,5%) ressort supérieur à celui des échanges intra-communautaires enregistrés dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (environ 3,0%). Il demeure, toutefois, en retrait par rapport à celui relevé dans d'autres zones d'intégration économique comme l'Union Européenne (70,0%) ou les pays signataires de l'Accord de libre échange nord américain (50,0%).*

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2008. Il comporte trois parties :

- l'environnement économique des échanges extérieurs de l'Union en 2008 ;
- l'évolution de la balance des paiements régionale ;
- l'évolution des échanges intra-UEMOA.

I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2008

Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2008 se sont inscrites, comme en 2007, dans un environnement relativement peu favorable. Celui-ci a été en effet marqué, au plan international, par un ralentissement de la croissance mondiale induite par l'aggravation de la crise financière et la persistance de la hausse significative, sur les huit premiers mois de l'année, des prix des produits pétroliers et alimentaires importés. Au niveau interne, les performances commerciales de l'Union se sont ressenties des baisses des productions des principales filières d'exportation et de la progression importante du niveau général des prix.

1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale a connu un fort ralentissement en 2008, affichant un taux de croissance réel à 3,1%, après une réalisation de 5,1% en 2007, soit le niveau de progression le plus faible depuis 2002. Cette décélération de la croissance mondiale résulte de la persistance des tensions sur les marchés des matières premières au cours des trois premiers trimestres, suivie au dernier trimestre, de l'aggravation de la crise financière internationale née en 2007 de l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis.

Les incidences de cette crise, en particulier, l'assèchement des liquidités sur les marchés de capitaux et la contraction du crédit ont eu des répercussions sur l'ensemble des régions du monde. La plupart des pays industrialisés est entrée en récession au dernier trimestre de 2008, sous l'effet de la contraction brutale de la demande intérieure et de la production.

Les pays émergents et en développement n'ont pas été épargnés par les incidences de la crise, compte tenu de la chute des exportations, de la décruée des investissements directs étrangers et du durcissement des conditions de financement extérieur.

L'évolution des échanges internationaux s'est ressentie du niveau soutenu des cours des matières premières sur les trois premiers trimestres de 2008 et du ralentissement de la demande mondiale accentué par la crise financière. Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la croissance des exportations mondiales de biens en volume s'est ainsi limitée à 1,5%, contre 6,0% en 2007 et une moyenne de 5,5% entre 2000 et 2007.

Le commerce mondial est demeuré dominé par les échanges intra-régionaux, nonobstant leur léger repli. La part des échanges intra-régionaux¹ dans les exportations mondiales s'est située à 53,3% contre 55,0% en 2007, la contraction des échanges intra-régionaux induite par la crise au dernier trimestre étant ressortie plus forte que celle des transactions inter-régionaux.

1 Les régions retenues pour définir le commerce intra-régional sont celles arrêtées par l'OMC, à savoir l'Amérique du nord, l'Amérique du sud et centrale, l'Europe (hors région Est), la Communauté des Etats Indépendants d'Europe de l'Est, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

La part du commerce intra-régional dans les exportations a atteint son plus bas niveau en Afrique, en s'établissant à 10,0% contre 73,0% en Europe et 50,0% en Asie et en Amérique du Nord.

Avec l'aggravation de la crise économique et financière, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers se sont repliés de 14,0%² en 2008. Même si cette baisse, en rythme annuel, a essentiellement concerné les pays développés, un ralentissement des entrées d'investissements directs a été relevé dans les pays émergents et en développement au dernier trimestre de 2008.

L'évolution des prix internationaux des produits de base en 2008 a connu deux phases : une période de hausse sur les huit premiers mois, confirmant la tendance observée en 2007, puis une chute à partir du dernier trimestre, résultant du recul de la demande mondiale induite par la crise. Les cours moyens sont, toutefois, ressortis en hausse en 2008 sur l'ensemble de l'année.

Les prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires qui constituent une part importante des importations de l'UEMOA ont ainsi poursuivi en 2008 la dynamique de forte hausse notée depuis 2007, atteignant au second semestre des sommets jusque-là inobservés. Le prix moyen du baril de pétrole s'est accru, en rythme annuel, de 37,5% pour se situer à 99,92 dollars en 2008. Cette progression est en rapport notamment avec la demande importante des pays émergents et la persistance des tensions géopolitiques. L'indice des prix des produits alimentaires du FMI s'est accru, pour sa part, de 23,4% sous l'effet d'une hausse de la demande et d'un repli de l'offre, induit par les facteurs climatiques et la réduction des surfaces agricoles cultivées.

La hausse des cours en 2008 a également concerné l'or et les principaux produits agricoles exportés par les pays de l'Union. Le prix moyen de l'once d'or s'est accru de 25,2% par rapport à 2007, en liaison avec le renforcement de sa position de valeur refuge et la forte demande exprimée par le secteur de la joaillerie. Les cours du cacao ont poursuivi leur tendance haussière. Ils se sont inscrits en hausse de 32,2% en 2008, en relation avec les perturbations enregistrées dans le fonctionnement de la filière en Côte d'Ivoire qui ont accru les craintes d'une baisse de l'offre mondiale, ainsi que les mouvements spéculatifs. Les cours du coton ont, pour leur part, progressé de 12,1%, sous l'effet de la perspective d'une baisse de la production aux Etats-Unis, au Brésil et en Turquie.

1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE

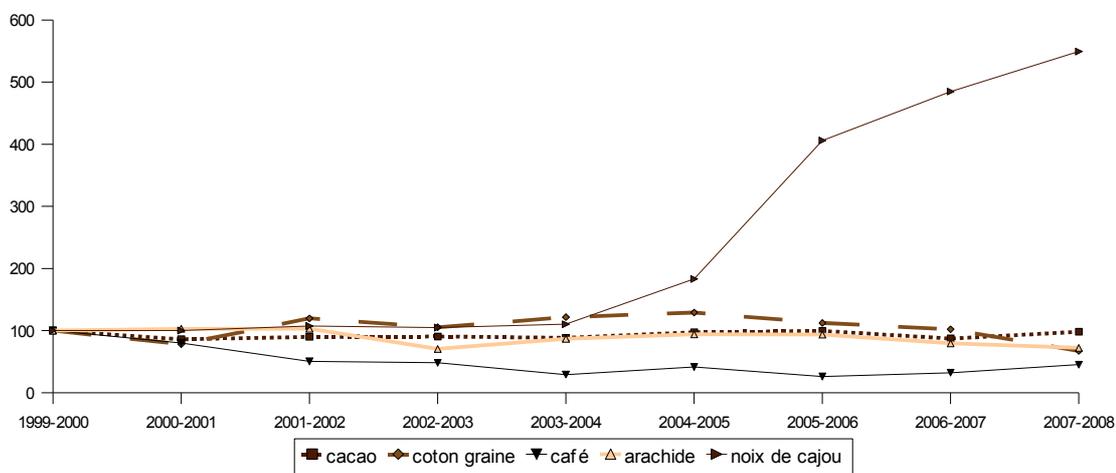
L'activité économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2008 a connu un raffermissement, avec un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel s'établissant à 3,8% contre 3,1% l'année précédente. Cette évolution favorable est essentiellement attribuable à la bonne tenue de l'agriculture vivrière. En effet, la production vivrière pendant la campagne 2008/2009 a progressé de 19,7% par rapport à la campagne précédente, du fait des actions incitatives menées par les Etats membres de l'Union pour accroître l'offre de produits agricoles.

Les cultures d'exportations n'ont, quant à elles, pas connu la même dynamique, en raison d'une part, de la baisse des superficies emblavées, reflétant notamment la substitution opérée

² CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2009

avec les cultures vivrières et d'autre part, de la persistance des difficultés au sein de certaines filières, singulièrement le coton.

Graphique 1a : Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés par l'Union (en indice base 100 =1999-2000)

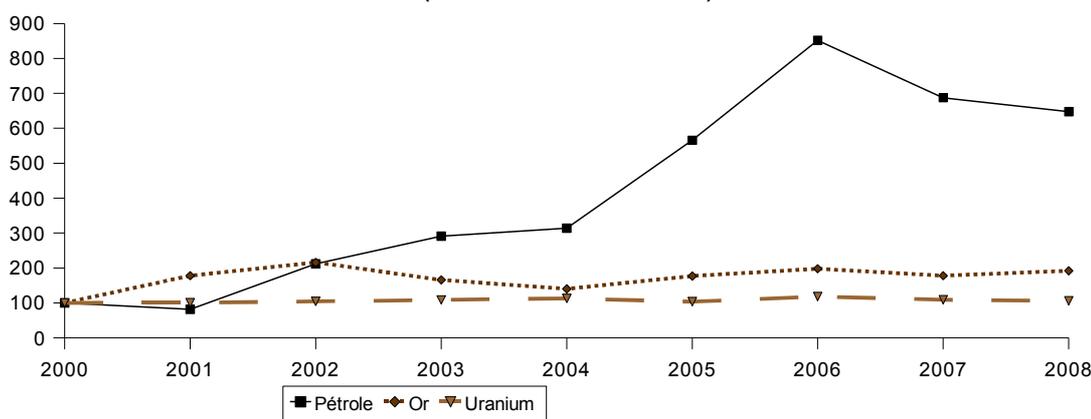


Source : BCEAO

N.B : La forte progression de la production de noix de cajou à partir de la campagne 2005-2006 est due à la prise en compte de la production de la Côte d'Ivoire.

Dans le secteur minier qui constitue le premier secteur d'exportation de l'Union, des baisses de production ont été enregistrées pour les principaux produits, à l'exception de l'or qui a bénéficié de la mise en exploitation de nouvelles mines au Burkina Faso. En particulier, les volumes extraits de pétrole brut ont reculé de 5,8%, en raison de la lenteur relevée dans le processus de désensablement des puits en Côte d'Ivoire. La production d'uranium s'est également repliée, la mise en production de nouveaux gisements n'ayant pas encore atteint un rythme optimal d'exploitation.

Graphique 1b : Evolution des productions du secteur minier (en indice base 100 = 2000)



Source : BCEAO

En ce qui concerne l'évolution des prix, l'inflation s'est fortement accélérée en 2008 dans l'UEMOA, pour atteindre un niveau historique depuis 1995. En effet, elle s'est située en moyenne à 7,4% contre 2,4% en 2007, sous l'effet de la flambée des prix des produits alimentaires locaux et importés, ainsi que des fortes tensions sur les prix des produits pétroliers. L'Union a ainsi enregistré en 2008, un différentiel d'inflation défavorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux.

Au titre des finances publiques, l'exécution des opérations financières des Etats membres a continué de se ressentir du niveau important des dépenses de transferts et des subventions consenties dans le cadre de l'atténuation de l'incidence de la flambée des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires, ainsi que de la mise en œuvre de programmes de construction d'infrastructures dans certains pays de l'Union. Aussi, les difficultés de trésorerie engendrées ont-elles contraint certains Etats à accumuler des arriérés de paiement extérieurs.

Au total, l'environnement économique a été globalement défavorable aux échanges extérieurs de l'UEMOA en 2008.

II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE

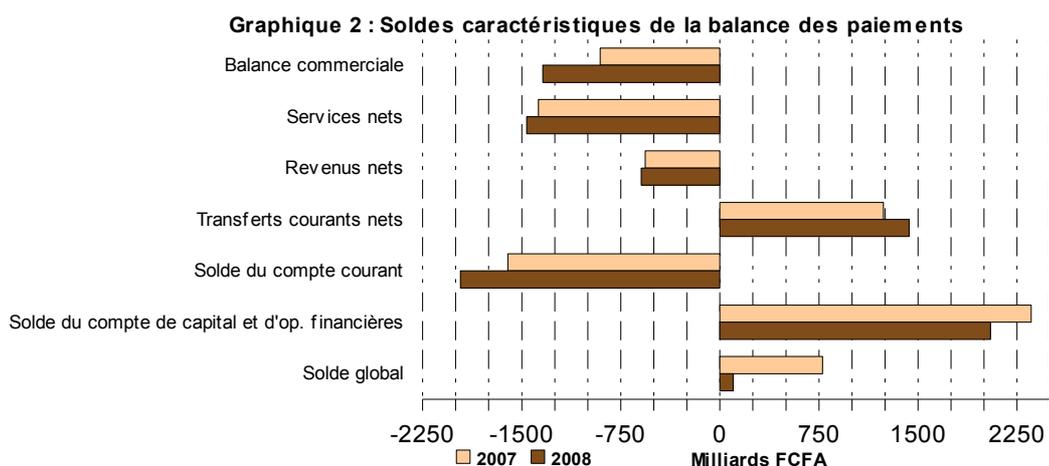
Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde se sont soldées par un excédent global en nette diminution. Il s'est établi à 101,6 milliards³ en 2008 contre 777,9 milliards en 2007.

L'évolution défavorable du solde global observée par rapport à l'année dernière résulte des effets conjugués de la dégradation du compte des transactions courantes et de la baisse du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit du compte courant est, en effet, passé de 1.604,7 milliards en 2007 à 1.964,7 milliards, en relation avec la dégradation concomitante de la balance commerciale, du solde des services nets et de celui des revenus des facteurs. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est ressorti, pour sa part, à 2.047,4 2.356,6 milliards contre 2.356,6 milliards, compte tenu des effets conjugués des replis des investissements directs, des investissements de portefeuille et des désengagements importants au titre de la dette extérieure publique.

En relation avec cette évolution du solde global de la balance des paiements, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ont été évaluées à 5.036,6 milliards en 2008 contre 4.795,6 milliards en 2007, représentant respectivement 6,0 mois et 5,3 mois d'importations de biens et services⁴. Cette consolidation des réserves de change de la Banque Centrale est essentiellement imputable à la hausse des avoirs non répartis du compte d'opérations et à la réévaluation du stock d'or détenu.

³ Les montants sont indiqués en FCFA sauf indication contraire.

⁴ Ce ratio est calculé pour l'année n en rapportant les réserves de change en fin d'année n aux importations de l'année n+1. La progression de ce ratio en 2008 découle d'une part de la hausse des réserves et d'autre part, de la baisse des importations qui serait enregistrée en 2009, résultant de la crise financière et économique internationale.



Encadré 1 : FAITS MARQUANTS DE L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS RÉGIONALE DE L'UEMOA EN 2008

L'examen de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA au titre de l'année 2008 fait ressortir les principaux points suivants.

→ Le déficit des transactions courantes s'est creusé, en s'établissant, hors dons, à 8,0% du PIB contre 7,6% du PIB en 2007. Cette évolution reflète la persistance de la faiblesse du taux d'épargne intérieure, passé de 9,8% en 2007 à 10,5%, dans un contexte de relèvement du taux d'investissement de 18,5% en 2007 à 20,3% ;

- le déficit des échanges de biens s'est aggravé. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié, en passant de 86,4% en 2007 à 83,5% en 2008 ;
- les déficits des échanges de services et des revenus des facteurs ont progressé ;
- l'aggravation du déficit courant a été atténuée par l'évolution favorable des transferts courants nets, sous l'impulsion des dons et des réceptions de fonds des travailleurs migrants.

→ Le déficit des transactions courantes a été compensé par l'afflux de ressources financières, qui sont toutefois ressorties moins importantes qu'en 2007 :

- les transferts en capital ont augmenté de 26,7%, du fait des remises de dettes obtenues notamment par le Togo et de la cession de permis d'exploitation dans le secteur pétrolier ;
- les entrées nettes au titre des investissements directs se sont établies à 666,1 milliards en 2008, en repli de 4,6% par rapport à 2007 ;
- les investissements de portefeuille sont ressortis déficitaires, en liaison notamment avec les remboursements effectués par certains Etats sur des emprunts obligataires ;
- les arriérés de paiement extérieurs ont connu une réduction sensible de 202,5 milliards pour l'ensemble de l'Union, soit la première baisse enregistrées depuis 2002, contre une accumulation de 300,4 milliards en 2007.

2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit des transactions courantes s'est aggravé en 2008. Il est ressorti à 1.964,7 milliards, contre 1.604,7 milliards observé un an plus tôt. Hors dons, il s'est établi à 8,0% du PIB contre 7,6% du PIB en 2007, bien au-dessus de la norme communautaire fixée à 5,0%.

Cette dégradation continue du compte courant est essentiellement imputable à celle du solde des échanges de biens et services, induite notamment par le renchérissement des importations, dont l'impact a été légèrement atténué par la poursuite de la consolidation de l'excédent des transferts courants nets publics et privés.

2.1.1 - Balance commerciale : le déficit commercial enregistré en 2007 s'est accentué en 2008, sous l'effet d'une importante hausse des importations non compensée par le redressement des exportations.

Cette évolution de la balance commerciale résulte principalement de l'alourdissement de la facture des importations des produits alimentaire et pétroliers, ainsi que de la hausse des acquisitions de biens d'équipement. Les effets de cette dynamique des importations ont masqué l'évolution favorable des exportations enregistrée particulièrement sur les trois premiers trimestres de 2008.

Le déficit de la balance commerciale s'est ainsi établi à 1.341,2 milliards en 2008 contre 906,3 milliards en 2007. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est dégradé, passant de 86,4% en 2007 à 83,5% en 2008.

2.1.1.1- Exportations de biens : redressement des ventes extérieures en 2008, après la baisse observée en 2007, en rapport avec l'évolution favorable des cours des produits exportés

Après la contraction observée en 2007, les exportations ont renoué avec la croissance en 2008, à l'instar des embellies enregistrées au cours des années 2005 et 2006.

Les exportations totales FOB de biens des pays de l'UEMOA se sont situées à 6.771,7 milliards contre 5.757,2 milliards en 2007, soit une hausse en rythme annuel de 17,6%.

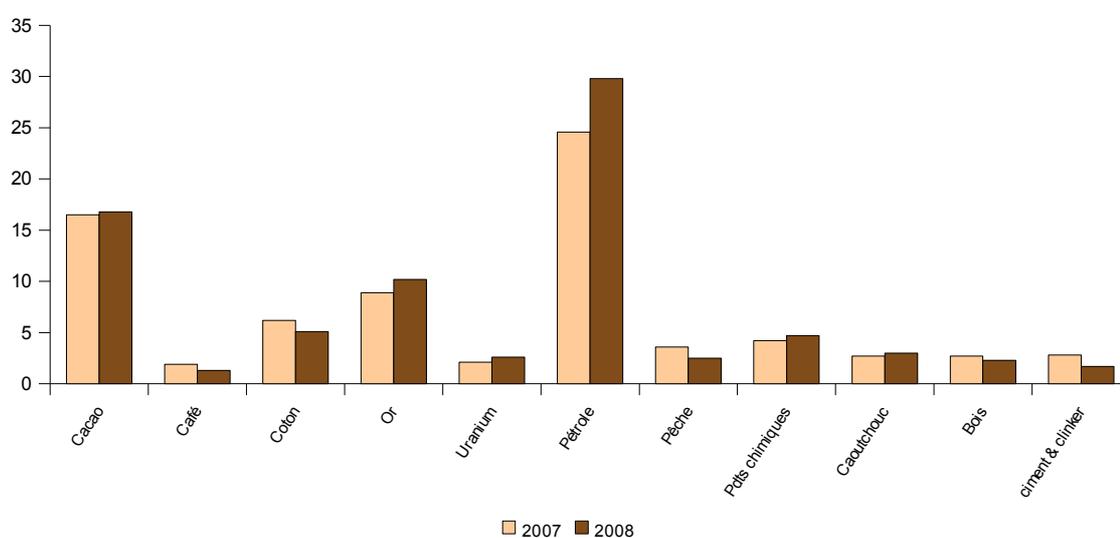
La hausse des exportations dans l'UEMOA en 2008 est essentiellement attribuable à la hausse des cours des principaux produits de base notamment, les produits pétroliers, le cacao et l'or, qui constituent les trois premiers biens exportés par l'Union. Les ventes à l'extérieur de ces produits se présentent comme suit :

- les recettes d'exportation de produits pétroliers de l'Union, sous l'effet de la hausse des cours sur le marché mondial, ont affiché une croissance de 41,9% en 2008 contre une contraction de 16,5% en 2007. Cette évolution est également imputable à l'accroissement des exportations de pétrole brut par la Côte d'Ivoire, en relation avec le démarrage du processus de désensablement de certains puits de pétrole du champ « BAOBAB » et la mise en production de nouveaux puits ;
- les exportations de cacao se sont accrues de 20,1% pour se situer à 1.270,4 milliards en 2008 contre 1.057,5 milliards en 2007, en liaison avec la hausse des quantités exportées par la Côte d'Ivoire et la bonne tenue des cours sur le marché international ;

- les exportations d'or ont fortement progressé en 2008, sous les effets conjugués de la croissance de la production au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et de la hausse de 25,2% des prix internationaux. Les recettes d'exportations de l'or sont ainsi ressorties à 766,3 milliards, en hausse de 34,2% par rapport à 2007.

Les recettes générées par les ventes externes du coton, quatrième produit d'exportation, ont, pour leur part, baissé nonobstant la hausse des cours. Cette situation s'explique par la persistance des difficultés d'ordre organisationnel que rencontre la filière et du désintérêt des producteurs pour cette culture. La baisse des ventes à l'extérieur est imputable au recul de 12,0% des tonnages exportés.

Graphique 3 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en %)

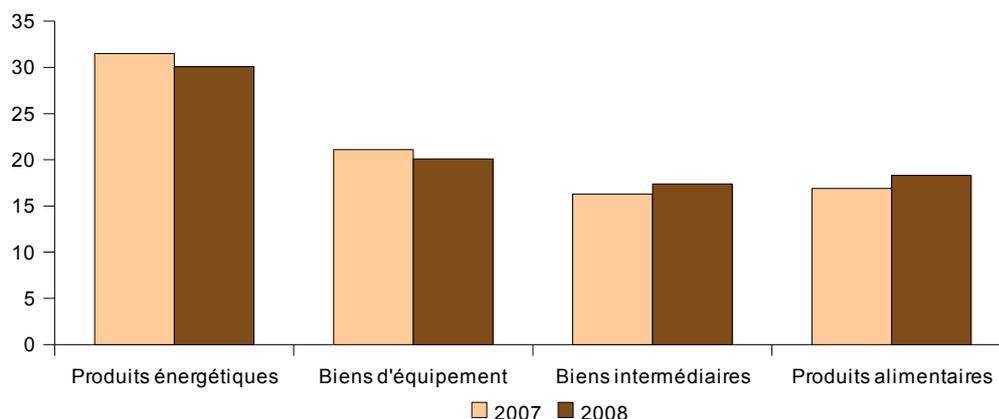


Sources : BCEAO, INS

2.1.1.2- Importations de biens : hausse annuelle en valeur en 2008, la plus importante depuis 1995, du fait du renchérissement des principaux produits importés sur les marchés internationaux.

Les importations de biens de l'Union ont progressé en 2008 de façon significative, avec un taux de croissance annuel de 21,8% contre respectivement 12,9% en 2007 et 11,1% en 2006, pour ressortir, en valeur FOB, à 8.112,9 milliards. Ces biens sont constitués principalement de produits énergétiques (30,1%), de biens d'équipement (20,1%), de produits alimentaires (18,3%), et de biens intermédiaires (17,4%).

Graphique 4 : Evolution de la part des principaux produits importés (en %)



Sources : BCEAO, INS

Les achats à l'étranger de produits énergétiques en 2008 se sont établis à 3.430,5 milliards contre 3.166,2 milliards en 2007, soit une progression de 8,3%, en rapport avec le renchérissement des cours sur le marché international.

Les importations de biens d'équipement ont également progressé en 2008. Elles ont subi une hausse de 7,9% par rapport à 2007 pour s'établir 2.285,0 milliards. L'accroissement des acquisitions de ces biens est lié à la poursuite de l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques dans certains Etats, ainsi que les investissements massifs notés dans le secteur minier.

Les achats à l'extérieur de produits alimentaires au niveau de l'Union se sont accélérés au cours de l'année 2008. En valeur, ces importations ont enregistré une progression de 24,3% en 2008 contre 15,1% en 2007, du fait de la forte hausse de leurs prix sur les marchés internationaux. Les importations de denrées alimentaires se sont situées à 2.084,4 milliards, soit une part de 18,3% des importations totales contre 16,9% en 2007.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont augmenté de 23,5% en 2008. Cette évolution est liée notamment au dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) noté dans les Etats membres de l'Union, en rapport avec l'exécution de projets d'investissements publics.

2.1.2 - Balance des Services : accroissement du déficit, en raison de l'incidence de la hausse des importations de services de transport et des autres services, partiellement compensée par l'impact de la progression des recettes touristiques

Le déficit structurel des services est ressorti en hausse, passant de 1.373,1 milliards en 2007 à 1.461,6 milliards en 2008. Cette évolution est liée à la poursuite de la dégradation du solde des transports et du solde des autres services, dont les effets ont été partiellement compensés par l'augmentation des recettes touristiques.

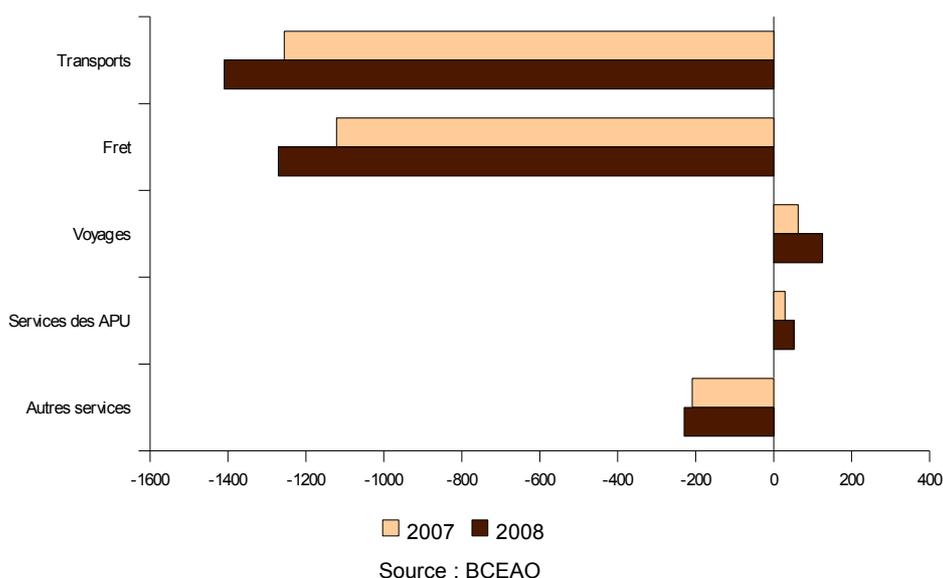
Le déficit des transports est, en effet, ressorti à 1.409,1 milliards en 2008 contre 1.255,8 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 12,2%, en liaison essentiellement avec l'accroissement du fret dans le sillage de la croissance des importations de biens.

Cette augmentation de la valeur des importations a également engendré une progression de 15,0% des services d'assurances payés.

L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'évolution favorable du poste « Voyage », retraçant les recettes et les dépenses touristiques, ainsi que le redressement de l'excédent des services reçus par les Administrations publiques. Le solde excédentaire du poste « Voyage » est passé de 62,6 milliards en 2007 à 125,5 milliards en 2008, reflétant la croissance des revenus touristiques induite par la tenue de diverses manifestations internationales (Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du CENSAD au Bénin et de l'OCI au Sénégal) conjuguée à un repli des dépenses des résidents de l'Union à l'extérieur. Les progressions de recettes touristiques les plus importantes ont été relevées au Bénin, au Mali et au Sénégal.

L'excédent des services fournis ou reçus par les Administrations publiques s'est, pour sa part, accru de 77,0% pour se situer à 51,9 milliards, après les paiements qui avaient été effectués en 2007 par la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la dépollution des sites contaminés par le déversement des déchets toxiques à Abidjan.

Graphique 5 : Evolution des services nets (en milliards)



2.1.3 - Revenus nets des facteurs : accentuation du déficit à la suite de l'accroissement des bénéfices et des dividendes versés aux non-résidents

En 2008, le solde déficitaire des revenus des facteurs s'est accentué, s'établissant à 594,7 milliards contre 563,7 milliards en 2007. Cette évolution est en rapport avec la progression des sorties au titre des revenus des investissements directs et des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique.

Les sorties nettes au titre des revenus des investissements directs et de portefeuille ont augmenté de 8,9%, en liaison notamment avec la hausse des bénéfices et dividendes versés aux investisseurs non-résidents intervenant dans le secteur minier et celui des télécommunications.

Les intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 180,4 milliards, en hausse de 5,3%. Le ratio des paiements d'intérêts de la dette extérieure sur les sorties nettes des revenus des facteurs est ressorti stable à 30,3%.

Les revenus nets du travail, qui englobent notamment les salaires versés aux résidents par des unités extra-territoriales (Ambassades et Organismes internationaux) sont, pour leur part, ressortis excédentaires de 129,9 milliards contre 116,8 milliards en 2007.

2.1.4 – Balance des transferts courants : poursuite de la hausse des dons publics et des transferts privés

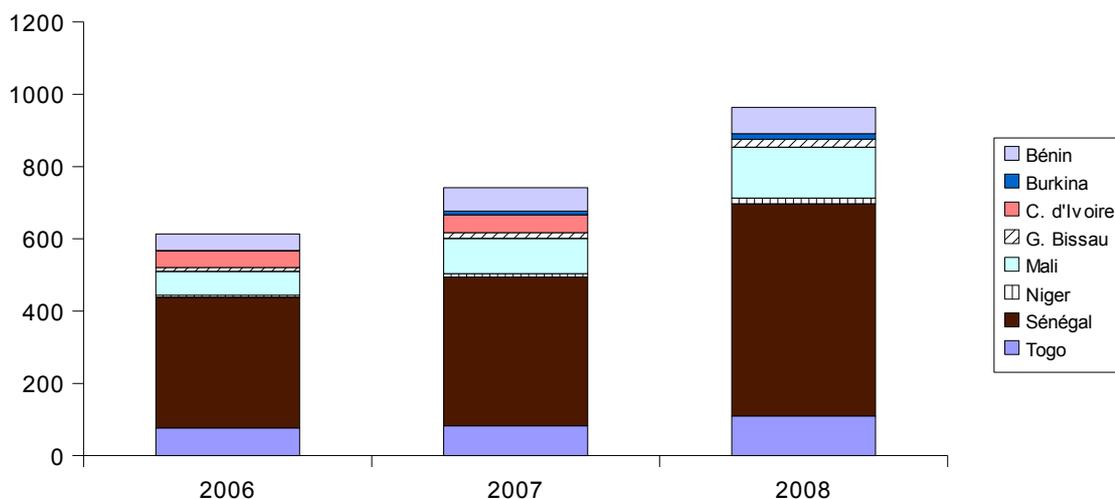
L'excédent des transferts courants a poursuivi sa consolidation, notée depuis l'année 2000, atteignant un niveau de 1.432,8 milliards en 2008, après 1.238,3 milliards en 2007, soit une croissance de 15,8%. Cette progression résulte de l'évolution favorable tant des transferts publics que des transferts privés.

L'excédent des transferts courants publics s'est inscrit en hausse de 27,3 milliards, pour se situer à 498,8 milliards, en liaison essentiellement avec l'accroissement des aides budgétaires reçues, en l'occurrence par la Côte d'Ivoire et le Togo à la suite de la reprise de leur coopération avec la communauté financière internationale, ainsi que le décaissement en 2008 de la compensation financière de l'Union Européenne au titre de l'accord de pêche conclu avec la Guinée-Bissau.

Les transferts privés nets, structurellement excédentaires, se sont établis à 934,0 milliards en 2008 contre 766,7 milliards en 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des fonds reçus des travailleurs migrants qui ont augmenté de 24,6%, pour se situer à 845,3 milliards. Cette progression pourrait traduire un accroissement des sollicitations, par les résidents, de leurs proches installés à l'étranger, du fait de la baisse des revenus réels induits par la hausse du niveau général des prix.

Les principaux bénéficiaires des fonds reçus des migrants résidant en dehors de l'UEMOA sont le Sénégal, le Mali et le Togo, avec des parts respectives de 60,9%, 14,6% et 11,4%.

Graphique 6 : Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards)



Source : BCEAO

2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, présenté selon l'optique de la BCEAO⁵, s'est replié en 2008, en liaison avec la baisse du solde des opérations financières qui n'a pas pu être compensée par l'évolution favorable du compte de capital. Cet excédent s'est situé à 2.047,4 milliards en 2008 contre 2.356,6 milliards en 2007.

2.2.1 - Compte de capital

Ce compte retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terre, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

Il est ressorti excédentaire de 978,5 milliards contre 774,5 milliards en 2007, soit une croissance de 26,3%. Cette évolution est attribuable, en partie, aux annulations de dette obtenues par le Togo (245,2 milliards) auprès de ses créanciers dans le cadre de l'Initiative PPTTE.

L'accroissement de l'excédent du compte de capital résulte également de la conclusion par l'Etat du Niger d'un contrat de partage de production pétrolière sur le bloc AGADEM avec la *China National Oil and gas Development and Exploitation Corporation (CNODC)*, qui s'est traduit par un versement d'une redevance d'un montant de 123,4 milliards au Gouvernement nigérien.

2.2.2 - Compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières est ressorti excédentaire de 1.068,9 milliards en 2008 contre 1.582,2 milliards en 2007, soit une régression de 513,3 milliards.

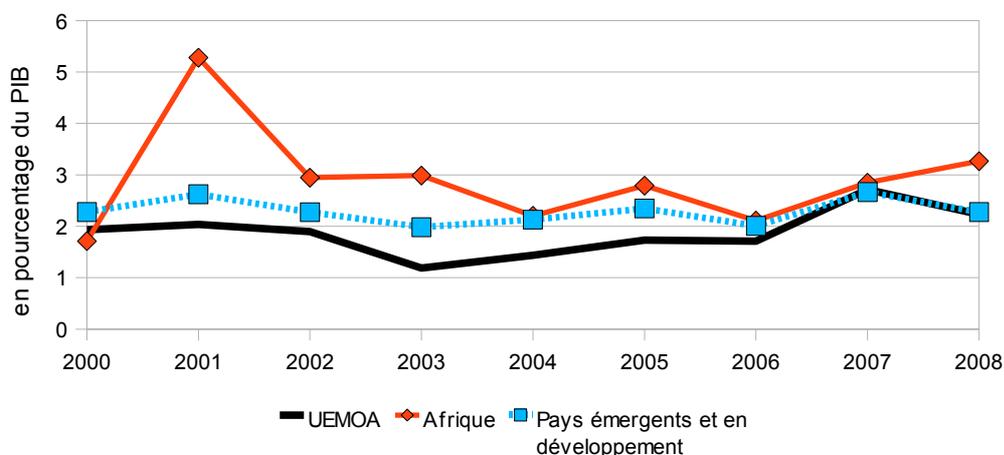
L'évolution à la baisse de ce compte qui inclut les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, est attribuable à l'ensemble de ses composantes.

Les investissements directs, constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfiques réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées, ont enregistré une baisse en 2008. Ils se sont établis à 666,1 milliards contre 698,5 milliards en 2007, soit un repli de 4,6% par rapport à 2007. Cette baisse fait suite au recul des nouveaux investissements en capital, après les recettes exceptionnelles reçues par l'Etat Burkinabé de la cession d'une part de l'Office National de Télécommunication (ONATEL). Les investissements directs étrangers reçus par l'Union sont destinés principalement aux secteurs bancaire, des mines, des télécommunications et du bâtiment.

Rapportés au PIB, les investissements directs sont ressortis à 2,2% contre 2,7% en 2007 et des moyennes respectives de 3,3% et 2,3% pour le continent africain et l'ensemble des pays émergents et en développement.

⁵ La présentation selon l'optique de la BCEAO déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les banques qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

Graphique 7 : Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement



Source : BCEAO

Le solde des investissements de portefeuille est ressorti déficitaire, après un excédent enregistré en 2007. Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation représentant moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un déficit de 18,6 milliards en 2008 contre un excédent de 36,9 milliards en 2007. Ce repli du solde des investissements de portefeuille est essentiellement lié aux remboursements effectués par la Côte d'Ivoire sur les emprunts obligataires souscrits par une banque établie à Londres, ainsi qu'à l'augmentation des acquisitions de titres étrangers par certaines banques de l'Union.

Les **autres investissements** portent sur les crédits commerciaux, la monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts et particulièrement les transactions liées à l'endettement public (tirages, amortissements, accumulations d'arriérés de paiement, rééchelonnements).

Le solde des autres investissements est ressorti excédentaire de 421,3 milliards en 2008, en baisse de 425,6 milliards par rapport au niveau de 846,9 milliards observé en 2007. Cette évolution défavorable résulte de la réduction des engagements extérieurs publics et de la hausse des remboursements aux non-résidents de crédits commerciaux.

L'excédent des flux nets en direction des administrations publiques s'est établi à 94,2 milliards contre un niveau de 452,8 milliards en 2007. Cette baisse résulte des flux importants enregistrés au titre de l'amortissement de la dette extérieure, en rapport avec les efforts de la Côte d'Ivoire pour apurer une partie des arriérés de paiement et les annulations de dettes dont a bénéficié le Togo. Les amortissements de la dette sont ainsi passés de 378,7 milliards en 2007 à 1.069,3 milliards en 2008. En excluant les apurements d'arriérés et les rééchelonnements de dettes, ces amortissements se situent à 350,5 milliards.

La situation des arriérés de paiement extérieurs dans l'Union s'est ainsi améliorée en 2008, enregistrant, pour la première fois depuis 2002, une baisse évaluée à 202,5 milliards, après un accroissement de 300,4 milliards en 2007 (cf. encadré 1).

Encadré 2 : Situation des arriérés de paiement extérieurs dans l'Union en 2008

La situation des arriérés de paiement extérieurs a connu une amélioration en 2008, en liaison avec les efforts consentis par les Etats, avec l'appui des bailleurs de fonds, pour procéder à l'apurement de ces engagements. Les arriérés de paiement extérieurs dans l'ensemble de l'Union se sont en effet réduits de 202,5 milliards en 2008 contre une accumulation de 300,4 milliards en 2007, pour se situer à 2.683,1 milliards à fin 2008. Ces arriérés concernent la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo.

En Côte d'Ivoire, la conclusion d'un programme économique et financier avec le FMI et la Banque Mondiale était subordonnée à l'apurement d'une partie des arriérés de paiement extérieurs, notamment ceux vis-à-vis des institutions multilatérales. Le Gouvernement a procédé à un remboursement des arriérés à hauteur de 276,8 milliards contre 8,6 milliards en 2007. Ces remboursements destinés à la Banque Mondiale et à la Banque Africaine de Développement (BAD) ont été réalisés, d'une part, sur les ressources propres de l'Etat et d'autre part, avec un don de 113,8 milliards de la Banque Mondiale. Cependant, n'ayant notamment pas pu achever les négociations avec la BAD qui devaient se traduire par un don de pré-apurement des arriérés, de nouvelles accumulations d'arriérés de paiement d'un montant total de 302,1 milliards ont été relevées notamment vis-à-vis de cette institution. Ces accumulations ont concerné également la dette bilatérale, ainsi que celle vis-à-vis des privés étrangers. Le stock d'arriérés de paiement extérieurs s'est ainsi accru de 25,3 milliards contre 266,6 milliards un an auparavant.

Le Togo a obtenu, en 2008, auprès de ses bailleurs bilatéraux membres du Club de Paris, ainsi que de ses créanciers multilatéraux (notamment la Banque Mondiale et la BAD), une annulation des arriérés de paiement extérieurs pour un montant de 245,3 milliards et un rééchelonnement de dette non encore exigible pour 193,2 milliards dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). Ayant enregistré une accumulation d'arriérés de paiement extérieur de 4,5 milliards sur la même année, l'encours de ces arriérés est ressorti à fin 2008 en baisse de 240,8 milliards contre une hausse de 26,6 milliards en 2007. Le stock d'arriérés de paiement extérieurs résiduels est évalué à 23,8 milliards à fin 2008, soit son niveau le plus faible au cours de la décennie écoulée.

En Guinée-Bissau, les difficultés de trésorerie ont persisté en 2008, générant une accumulation d'arriérés de paiement extérieurs de 13,0 milliards contre 7,1 milliards en 2007. Aucun remboursement d'arriérés n'est survenu en 2008. Les arriérés de paiement extérieurs sont ressortis à 186,9 milliards à fin 2008.

Tableau 1 : Situation des arriérés de paiement extérieurs dans l'Union en 2008
(en milliards de FCFA)

	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Togo	UEMOA
Encours des arriérés en 2007	2 447,1	173,9	264,6	2 885,6
Réduction en 2008	-276,8	0,0	-245,3	-522,1
Accumulation en 2008	302,1	13,0	4,5	319,6
Variation nette en 2008 (1)	25,3	13,0	-240,8	-202,5
Encours des arriérés à fin 2008	2 472,4	186,9	23,8	2 683,1

Source : Ministères de l'Economie et des Finances, BCEAO

(1) : le signe (+) correspond à une accumulation nette et le signe (-) à une réduction nette

Nonobstant leur réduction en 2008, l'encours global des arriérés de paiement extérieurs à fin 2008 demeure relativement important, représentant environ le quart du stock de la dette extérieure. Les efforts d'assainissement des finances publiques devront se poursuivre en vue, d'une part, d'atténuer les tensions de trésorerie, du reste exacerbées par les différentes crises, et d'autre part, en ce qui concerne la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau, de bénéficier des initiatives internationales d'allègements de dettes.

Les flux nets de capitaux privés ont, quant à eux, enregistré un excédent de 327,1 milliards contre 394,1 milliards en 2007, du fait des remboursements des crédits commerciaux accordés aux entreprises résidentes par leurs clients non-résidents.

Au total, le solde global de la balance des paiements de l'Union, bien qu'affichant un excédent, a sensiblement fléchi par rapport à la tendance haussière notée au cours des trois dernières années. Il est ressorti excédentaire de 101,6 milliards contre 777,9 milliards en 2007, soit un recul de 86,9% reflétant les incidences de l'environnement économique globalement défavorable. En contrepartie de ce solde, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale se sont accrus de 184,5 milliards contre 753,9 milliards en 2007, alors que ceux des banques ont baissé de 82,9 milliards contre une augmentation de 23,9 milliards en 2007.

III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

La tendance haussière des transactions intra-communautaires s'est maintenue en 2008, confirmant le renforcement du processus d'intégration économique dans l'Union.

La hausse des transactions a concerné les biens et services, tandis que les opérations financières ont globalement reculé, après le rythme haussier enregistré au cours des années antérieures.

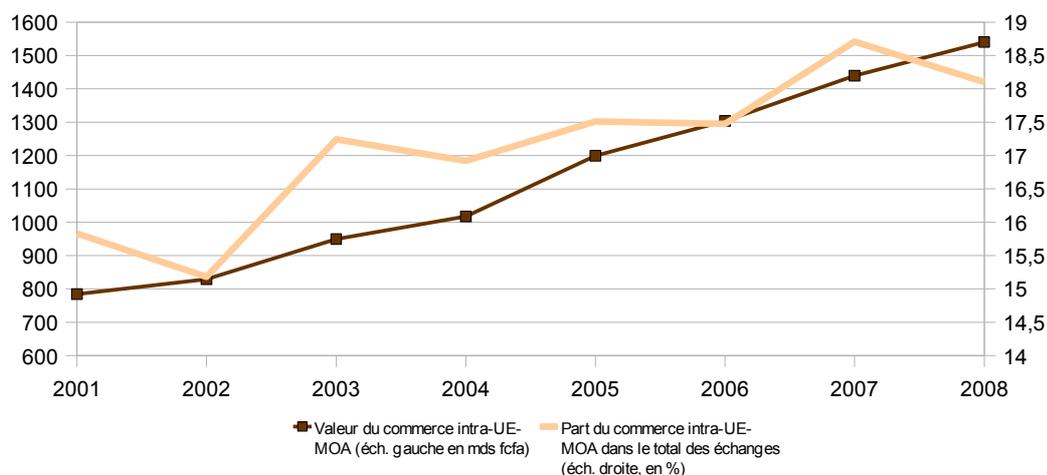
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS

Les échanges de biens entre les pays membres, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, font ressortir une consolidation de la tendance haussière. Ceux-ci sont en effet estimés à 1.540,3 milliards en 2008 contre 1.439,4 milliards en 2007, soit une hausse de 7,0%.

La part de ces échanges dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA s'est, toutefois, repliée à 17,1%, après 18,8% en 2007, du fait, en grande partie, de l'accroissement des exportations et des importations des produits échangés avec des pays situés en dehors de l'Union (pétrole brut, or, cacao, uranium et riz). Lorsqu'on exclut les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium), qui ne font pas l'objet d'échanges intra-communautaires dans la configuration actuelle des appareils productifs des pays de l'Union, cette part ressort à 20,6% en 2008 contre 22,0% en 2007.

Les échanges intra-UEMOA rapportés aux exportations totales sont passés de 20,0% en 2007, à 18,5% en 2008. Leur part dans les importations totales a également baissé, passant de 17,8% en 2007 à 15,8% en 2008.

Graphique 8 : Evolution du commerce intra-régional entre 2001 et 2008



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Bien que le poids des échanges intra-régionaux rapportés aux exportations totales de l'Union soit supérieur à celui de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (environ 3,0%), il demeure en retrait par rapport à ceux des autres zones d'intégration économique comme l'Union Européenne ou les pays membres de l'Accord de libre échange nord américain (50,0%).

Les échanges commerciaux intra-UEMOA restent dominés par les transactions sur les produits pétroliers qui ont représenté plus de 40% du commerce intra-UEMOA.

Les échanges de produits pétroliers entre les pays de l'UEMOA sont ressortis à 520,4 milliards en 2008 contre 401,4 milliards en 2007, soit une augmentation de 29,6%. Cette croissance, attribuable à la hausse des prix, s'est traduite par un renforcement des échanges de ces produits des pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo) vers les pays de l'hinterland.

La part du commerce intra-UEMOA de produits pétroliers raffinés dans le total des importations de ces biens est passée de 34,9% en 2007 à 41,6% en 2008. L'incidence globale du choc énergétique sur l'Union pourrait ainsi avoir été atténuée par l'accroissement des flux intra-communautaires en provenance des pays côtiers qui se positionnent comme des centrales d'achat pour la sous-région.

Tableau 2 : Structure des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2008
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 719,5	4 648,1	0,0	25 913,0	2 804,6	10 756,0	4 620,0	50 461,2
	Burkina	213,2		2,3	0,0	10 484,8	9,3	0,0	12,8	10 722,4
	Côte d'Ivoire	37 907,9	82 347,8		6 044,5	50 877,0	7 523,1	25 097,6	69 629,2	279 427,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	631,7	0,0	631,7
	Mali	1 212,2	31,2	100,8	0,0		0,0	8 684,3	2 273,1	12 301,7
	Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,1	0,1
	Sénégal	331,1	1 947,3	155,1	7 573,1	124 278,9	185,6		1 138,2	135 609,3
	Togo	30 912,5	143,7	135,7	0,0	7,2	6,6	0,0		31 205,7
	UEMOA	70 576,8	86 189,5	5 041,9	13 617,6	211 560,9	10 529,1	45 169,7	77 673,4	520 359,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

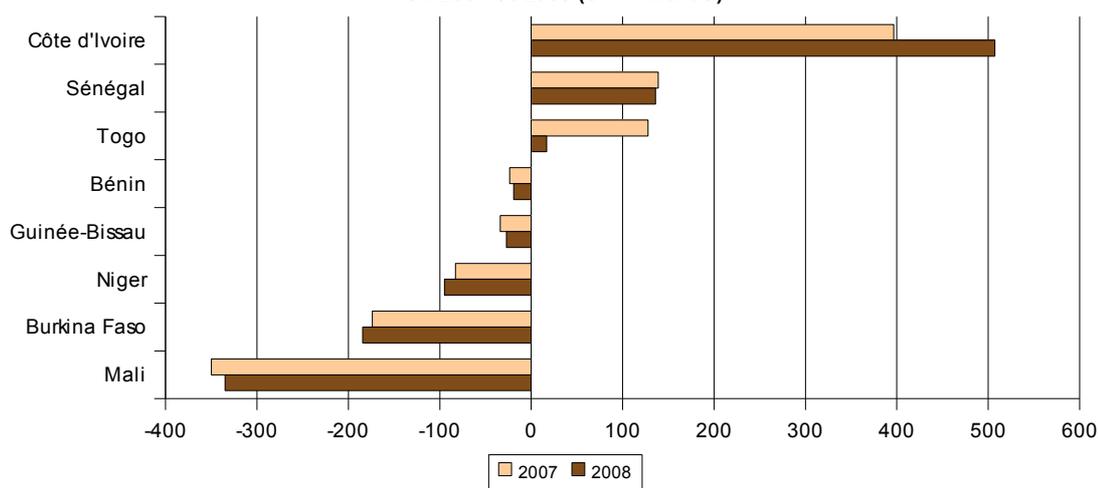
Les autres principaux produits échangés sont le ciment, les préparations alimentaires et les produits du crû (céréales, animaux vivants), les savons et produits de lessive et l'huile de palme.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 40,2% et 20,6% des exportations totales en 2008 demeurent les principaux exportateurs intra-régionaux, tandis que le Mali occupe la première place des importateurs avec 29,7% des importations intra-communautaires.

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée quasiment identique à celle des années précédentes. La balance des échanges intra-UEMOA a été excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est ressortie déficitaire dans les pays enclavés à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. Elle est également déficitaire au Bénin, en raison des importations pour la réexportation vers le Nigeria et en Guinée-Bissau, du fait de l'importance des achats en provenance du Sénégal.

Graphique 9 : Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2007 et 2008 (en milliards)



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES

Les transactions relatives aux autres rubriques du compte courant se sont également maintenues sur une tendance haussière en 2008.

Les échanges de services se sont accrus de 5,2% pour ressortir à 400,6 milliards, en relation avec la progression des flux relatifs aux transports notamment terrestres, ainsi qu'au tourisme intra-communautaire.

Les revenus des facteurs entre les pays de l'Union sont estimés à 219,1 milliards, en progression de 15,1%, du fait des revenus sur les investissements directs. Ceux-ci ont, en effet, augmenté de 38,7 milliards, en liaison essentiellement avec l'accroissement des bénéfices dans le secteur des télécommunications au Mali versés au Sénégal.

Les transferts courants intra-communautaires sont, pour leur part, évalués à 379,8 milliards contre 359,4 milliards en 2007. Cette évolution reflète principalement la progression des transferts des administrations publiques, en particulier au titre des prélèvements communautaires et la poursuite de la hausse des flux de fonds des travailleurs migrants.

3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES

Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital et d'opérations financières ont évolué à la baisse en 2008, en relation principalement avec le fléchissement des investissements directs intra-régionaux, ainsi que les remboursements des titres publics.

Les flux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 11,5 milliards en 2007 à 3,6 milliards en 2008, en raison principalement de la baisse des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, après l'achat en 2007 par la Société Nationale de Télécommunication du Sénégal (SONATEL) d'une licence téléphonique en Guinée-Bissau.

Les investissements directs intra-UEMOA sont évalués à 86,6 milliards en baisse de 15,5% par rapport à 2007, du fait essentiellement de la réduction des engagements entre entreprises apparentées. Ces investissements ont été enregistrés notamment dans les secteurs bancaire et des télécommunications.

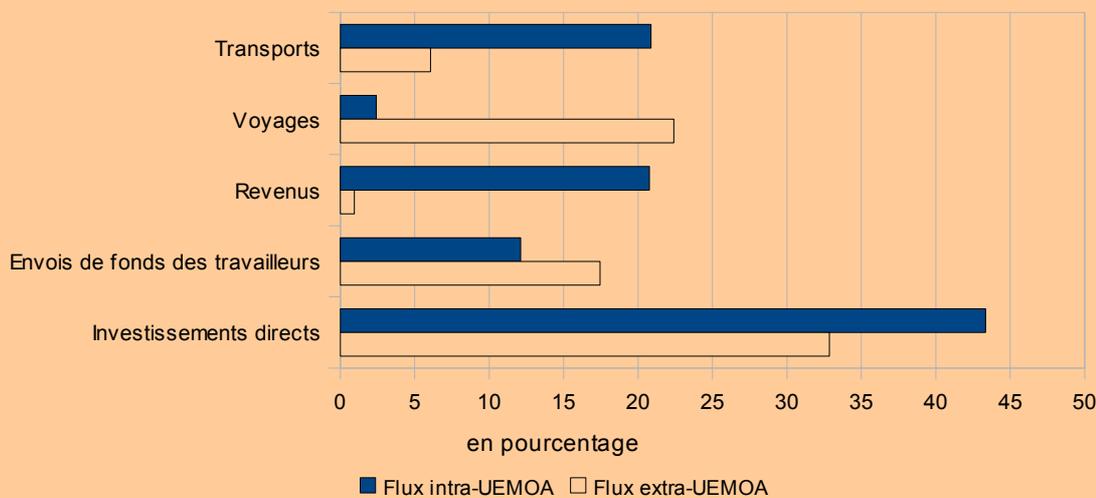
Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union ont fortement baissé entre 2007 et 2008, passant de 129,0 milliards à 69,0 milliards. Cette évolution est due aux remboursements des titres publics émis par les Etats membres. En particulier, l'encours des bons de Trésor détenus par des résidents des pays de l'Union autres que l'émetteur s'est replié d'environ 25,0% en 2008.

Encadré 3 : Importance des flux intra-régionaux autres que le commerce des biens

Les transactions intra-UEMOA autres que celles portant sur le commerce de biens permettent de mesurer l'effectivité de la libre circulation des facteurs de production, ainsi que l'émergence d'un marché communautaire, gages de l'intégration économique. Ces transactions concernent en particulier les transports, le tourisme, les flux de fonds des travailleurs migrants, les revenus des facteurs, ainsi que les investissements directs.

Les flux intra-communautaires au titre de ces transactions se sont inscrits sur la période récente sur une tendance croissante, avec parfois des taux de progression plus forts que ceux des opérations extra-régionales. A titre d'illustration, entre 2006 et 2008, le total des recettes et dépenses issues des transports intra-communautaires a enregistré une hausse de 21,0%, en liaison notamment avec l'activité des compagnies aériennes de l'Union et la vigueur des déplacements par voie terrestre, tandis qu'une augmentation de 6,0% a été enregistrée pour les transports avec les pays hors de l'Union. Les revenus au titre du travail et des investissements entre les pays de l'Union se sont accrus de plus 20,0% sur cette même période, alors que la progression des flux similaires extra-UEMOA s'est limitée à 1,0%. La même dynamique a été également notée pour les investissements directs étrangers, une interconnexion accrue du secteur bancaire et de la branche des télécommunications dans l'Union ayant été relevée.

Graphique 10 : Croissance en moyenne, entre 2006 et 2008, des transactions courantes autres que le commerce de biens et des investissements intra et extra-UEMOA



Source : BCEAO

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA s'est ressentie d'un environnement économique globalement défavorable, marqué par la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires importés, ainsi que des effets négatifs de la crise financière qui s'est muée en crise économique.

Les échanges extérieurs de l'UEMOA se sont soldés par un excédent de 101,6 milliards, en net retrait par rapport au niveau de 777,9 milliards en 2007. Cette régression reflète la vulnérabilité des économies de l'Union aux chocs internes et externes. En particulier, la dégradation du compte courant a persisté en 2008, nonobstant l'amélioration des termes de l'échange, en relation avec la forte dépendance énergétique et alimentaire des pays de l'Union vis-à-vis de l'extérieur.

Le commerce intra-UEMOA, bien qu'en progression, a vu sa part dans les échanges totaux baisser, du fait notamment du renchérissement des produits non échangés sur le marché communautaire. Certes, les échanges de produits pétroliers raffinés ont été renforcés, reflétant l'effet atténuateur de choc de l'intégration, mais la forte hausse des acquisitions de biens, notamment les céréales et les biens intermédiaires, peu échangés entre les pays de l'Union a contribué à réduire le poids du commerce intra-régional.

Ce résultat met en évidence l'importance pour l'Union de réorganiser son appareil de production, en s'appuyant sur les avantages respectifs des Etats membres, afin de permettre une satisfaction des besoins communautaires sur le marché sous-régional et consolider sa viabilité externe.

Dans cette perspective, les mesures prises par les Etats pour la relance de la production vivrière et dont les incidences positives ont été déjà notées au cours de la campagne 2008/2009 devraient être renforcées.

Le développement d'entreprises à l'échelle communautaire à même de satisfaire la demande régionale et affronter la concurrence étrangère constitue également une priorité.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2008
- Tableau A2 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2004 et 2008
- Tableau A3.1 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2008
- Tableau A3.2 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2007
- Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2008
- Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2008
- Tableau A5 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2002 et 2008

ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

TABLEAU A1 : BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE 2008 (millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Net
Compte des transactions courantes	10 037 392	12 002 105	-1 964 713
Biens	6 771 705	8 112 903	-1 341 198
Marchandises générales	5 849 281	8 003 926	-2 154 645
Autres biens	922 424	108 977	813 447
Services	1 255 739	2 717 290	-1 461 551
Transports	179 757	1 588 899	-1 409 142
dont fret	27 381	1 298 019	-1 270 638
Voyages	461 114	335 659	125 455
Services des Administrations publiques	153 843	101 969	51 874
Autres services	461 025	690 763	-229 738
Revenus	248 875	843 608	-594 733
Revenus du travail	158 816	28 946	129 870
Revenus des investissements	90 059	814 662	-724 603
dont intérêts sur dette publique	2 006	182 457	-180 451
Transferts courants	1 761 073	328 304	1 432 769
Administrations publiques	518 148	19 362	498 786
Autres transferts	1 242 925	308 942	933 983
Compte de capital et d'opérations financières	4 262 066	2 214 695	2 047 371
Transferts de capital	859 688	4 375	855 313
Administrations publiques	752 308	0	752 308
Remises de dettes	265 254	0	265 254
Autres transferts	487 054	0	487 054
Autres secteurs (privés)	107 380	4 375	103 005
Actifs non financiers non produits	124 690	1 492	123 198
Investissements directs	1 056 751	390 637	666 114
De l'économie à l'étranger	25 215	71 585	-46 370
De l'étranger dans l'économie	1 031 536	319 052	712 484
Investissements de portefeuille	90 804	109 360	-18 556
Avoirs	15 146	22 373	-7 227
Engagements	75 658	86 987	-11 329
Autres investissements	2 130 133	1 708 831	421 302
Avoirs	294 985	226 008	68 977
Administrations publiques	4 034	1 022	3 012
Autres secteurs	290 951	224 986	65 965
Engagements	1 835 148	1 482 823	352 325
Administrations publiques	1 160 467	1 069 293	91 174
Autres secteurs	674 681	413 530	261 151
Financement exceptionnel (pour mémoire)	781 568	522 093	259 475
Rééchelonnement	196 700	0	196 700
Annulations de dettes	265 254	0	265 254
Variations des arriérés	319 614	522 093	-202 479
Autres	0	0	0
Erreurs et omissions nettes		18 984	18 984
Solde global	16 031 165	15 929 524	101 641

Source : BCEAO

TABLEAU A2 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE (milliards FCFA)

LIBELLES	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008
Exportation FOB	5 100,8	5 509,9	6 164,2	5 757,2	6 771,7
Importation FOB	-4 878,5	-5 799,0	-6 148,6	-6 663,4	-8 112,9
Balance commerciale	222,3	-289,0	15,6	-906,3	-1 341,2
Balance des services	-1 205,2	-1 343,9	-1 346,0	-1 373,1	-1 461,6
Crédit	748,2	934,2	1 022,3	1 180,5	1 255,7
Débit	-1 953,4	-2 278,1	-2 368,4	-2 553,6	-2 717,3
dont fret	-878,7	-1 034,4	-1 055,8	-1 121,7	-1 270,6
Balance des revenus	-641,3	-570,7	-567,4	-563,7	-594,7
dont intérêts sur la dette extérieure	-268,5	-241,5	-179,7	-171,4	-180,5
Balance des transferts courants	521,0	661,4	765,3	1 238,3	1 432,8
dont privés	249,0	359,2	446,3	766,8	934,0
Envois de fonds des travailleurs (crédit)	438,4	563,7	613,3	741,0	845,3
dont publics	272,0	302,2	319,0	471,5	498,8
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-1 103,2	-1 542,2	-1 132,6	-1 604,7	-1 964,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	1 218,5	1 608,0	1 656,9	2 356,6	2 047,4
Compte de capital	835,3	596,3	4 818,5	774,4	978,5
Dont remise de dette	407,4	120,0	4 265,7	33,6	265,3
Opérations financières	383,2	1 011,7	-3 161,7	1 582,2	1 068,9
Investissements directs	332,9	379,4	410,1	698,5	666,1
Investissements de portefeuille	-15,5	-3,2	-5,7	36,9	-18,6
Autres investissements	65,8	635,5	-3 566,0	846,9	421,3
Amortissement de la dette	-894,6	-500,0	-4 375,1	-378,7	-1 069,3
Dont Financement exceptionnel	545,3	538,6	401,8	303,9	-5,8
- variation des arriérés	491,4	502,6	398,8	300,4	-202,5
- rééchelonnement	53,9	36,0	3,0	3,5	196,7
- autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-33,4	32,6	13,4	26,0	19,0
SOLDE GLOBAL	81,9	98,3	537,7	777,9	101,6
Contrepartie de la réévaluation des comptes en DTS	11,4	1,5	12,5	4,7	4,9
Variation des dépôts des émigrés (1)	6,1	18,8	34,8	74,7	-43,3
Autres ajustements d'écarts (hors bilan des banques)	24,9	-5,5	18,8	-64,6	-18,1
AVOIRS EXTERIEURS NETS	124,2	113,1	603,8	792,7	45,2
Pour Mémoire					
Taux de couverture des importations de biens par les exportations (%)	104,6	95,0	100,3	86,4	83,5
Balance courante hors dons	-1 375,2	-1 844,5	-1 478,2	-2 086,7	-2 482,9
Balance courante hors dons rapporté au PIB (%)	-6,2	-7,5	-5,6	-7,6	-8,0
Balance courante rapporté au PIB (%)	-5,0	-6,3	-4,3	-5,8	-6,4
Solde global rapporté au PIB (%)	0,4	0,4	2,0	2,8	0,3
Réserves de change (AEB)	3 729,4	3 768,9	4 013,4	4 795,6	5 036,6
Importations de biens et services	6 941,4	8 067,8	8 516,9	9 217,0	10 830,2
Couverture des importations par les réserves (mois)	5,5	5,3	5,2	5,3	6,0
Part du commerce intra-UEMOA dans les échanges totaux de biens (%)	16,9	17,5	17,5	18,8	17,1

Source : BCEAO

(1) Variation en 2007 due a la distinction opérée pour la première fois par une banque malienne entre les dépôts des résidents et ceux des émigrés maliens

Tableau A3.1 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2008 (en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		9,9	21,5	0,0	39,8	48,1	22,5	29,9	171,8
	Burkina	12,4		26,3	0,1	18,3	14,0	4,5	5,0	80,4
	Côte d'Ivoire	59,9	191,0		6,4	148,7	31,6	89,4	92,9	619,9
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	10,0	0,0	10,0
	Mali	23,3	11,2	21,6	1,1		8,2	43,7	12,8	121,8
	Niger	17,1	3,4	4,3	0,0	1,9		1,8	10,5	38,9
	Sénégal	12,7	5,5	26,2	29,4	226,0	4,7		12,5	317,0
	Togo	65,3	43,6	12,7	0,1	22,1	27,2	9,3		180,4
	UEMOA	190,8	264,6	112,6	37,1	456,8	133,9	181,0	163,5	1 540,3

Sources : BCEAO, Cellule régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau A3.2 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2007 (en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		27,9	14,3	0,0	40,2	23,0	1,5	37,3	144,2
	Burkina	8,9		35,8	0,0	32,2	12,2	3,0	14,8	107,0
	Côte d'Ivoire	51,4	172,1		5,1	145,8	36,4	92,7	37,6	541,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,1		0,0	0,0	13,4	0,0	13,5
	Mali	1,1	7,8	30,5	0,3		4,9	28,8	2,1	75,6
	Niger	12,5	2,7	10,6	0,1	1,4		1,1	1,5	29,9
	Sénégal	7,1	12,1	32,5	40,5	186,4	7,5		10,4	296,6
	Togo	86,7	58,1	20,5	1,2	19,5	28,6	17,0		231,7
	UEMOA	167,7	280,8	144,4	47,3	425,4	112,6	157,5	103,7	1 439,4

Sources : BCEAO, Cellule régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-JEMOA en 2008 (en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	50 461,2	10 722,4	279 426,9	631,7	12 301,7	0,1	135 609,3	31 205,7	520 359,0
Sel, soufre, terres, pierres (ciment)	101,7	349,6	33 971,9	21,0	13,1	0,0	55 352,4	44 652,7	134 462,4
Animaux vivants	0,0	10 099,2	2,2	0,0	50 016,8	73,0	46,3	0,0	60 237,4
Graisses et huiles	27,5	716,3	46 695,8	0,0	18,5	2,0	136,5	9 222,6	56 819,4
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	30,0	1,4	38 702,0	0,0	118,1	95,6	2 706,1	1 149,7	42 802,9
Produits en plastiques	49,9	312,7	19 476,6	0,0	869,5	506,7	9 145,0	12 317,7	42 678,1
Fonte, fer et acier	688,3	4 439,8	8 581,1	2,1	766,5	8,6	13 106,0	14 406,8	41 999,2
Préparations alimentaires (agroalimentaires)	53,7	1 217,5	25 839,4	0,0	3,5	2,8	8 527,7	1 245,9	36 890,5
Tabacs	6 845,5	4 308,6	21 341,5	0,0	87,4	25,2	3 898,9	169,1	36 676,1
Engrais	133,8	653,0	12 807,0	0,0	8 127,4	0,0	8 431,8	4 341,1	34 494,1
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et accessoires	4 321,3	3 351,8	2 591,9	6,2	3 252,3	851,7	6 943,9	7 238,5	28 557,6
Huiles essentielles, produits cosmétiques	16,0	154,9	13 863,4	0,0	5,5	1,2	5 163,5	948,3	20 152,7
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	71,5	12,8	19 671,3	9,0	60,9	0,0	300,9	0,4	20 126,7
Préparations à base de céréales, pâtisseries	0,0	1,0	11 150,9	0,0	1,2	1,9	3 336,7	280,0	14 771,6
Poissons et crustacés, autres invertébrés aquatiques	14,5	518,8	178,9	0,0	58,5	1,7	9 645,3	3 128,6	13 546,3
Céréales	195,8	1 460,6	4 165,5	0,0	957,6	1,2	5 755,1	22,9	12 558,7
Coton	1 018,4	1 384,4	6 446,4	0,0	227,1	2 204,7	392,3	481,6	12 155,0
Autres produits	5 144,1	13 277,9	66 435,2	90,2	6 545,4	3 789,7	36 878,6	30 117,0	162 278,3
Tota exportations (officielles)	69 010,0	52 774,3	610 796,5	811,4	83 431,0	7 587,2	307 094,4	160 793,0	1 292 297,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2008 (en %)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	73,1	20,3	45,7	77,9	14,7	0,0	44,2	19,4	40,3
Sel, soufre, terres, pierres (ciment)	0,1	0,7	5,6	2,6	0,0	0,0	18,0	27,8	10,4
Animaux vivants	0,0	19,1	0,0	0,0	59,9	1,0	0,0	0,0	4,7
Graisses et huiles	0,0	1,4	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	4,4
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	0,0	0,0	6,3	0,0	0,1	1,3	0,9	0,7	3,3
Produits en plastiques	0,1	0,6	3,2	0,0	1,0	6,7	3,0	7,7	3,3
Fonte, fer et acier	1,0	8,4	1,4	0,3	0,9	0,1	4,3	9,0	3,2
Préparations alimentaires (agroalimentaires)	0,1	2,3	4,2	0,0	0,0	0,0	2,8	0,8	2,9
Tabacs	9,9	8,2	3,5	0,0	0,1	0,3	1,3	0,1	2,8
Engrais	0,2	1,2	2,1	0,0	9,7	0,0	2,7	2,7	2,7
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et accessoires	6,3	6,4	0,4	0,8	3,9	11,2	2,3	4,5	2,2
Huiles essentielles, produits cosmétiques	0,0	0,3	2,3	0,0	0,0	0,0	1,7	0,6	1,6
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,1	0,0	3,2	1,1	0,1	0,0	0,1	0,0	1,6
Préparations à base de céréales, pâtisseries	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	1,1	0,2	1,1
Poissons et crustacés, autres invertébrés aquatiques	0,0	1,0	0,0	0,0	0,1	0,0	3,1	1,9	1,0
Céréales	0,3	2,8	0,7	0,0	1,1	0,0	1,9	0,0	1,0
Coton	1,5	2,6	1,1	0,0	0,3	29,1	0,1	0,3	0,9
Autres produits	7,5	25,2	10,9	11,1	7,8	49,9	12,0	18,7	12,6
Tota exportations (officielles)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

TABLEAU A5 : EVOLUTION DU POIDS DU COMMERCE INTRA-UEMOA ENTRE 2002 ET 2008 (en %)

		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
BENIN	<i>Part dans les exportations (1)</i>	12,5	35,4	53,0	59,9	47,8	28,7	29,9
	<i>Part dans les importations (2)</i>	20,4	23,7	24,8	32,5	32,2	21,8	22,5
	<i>Part dans les échanges totaux de biens (3)</i>	17,3	28,4	36,2	43,5	38,7	24,6	25,5
BURKINA	<i>Part dans les exportations</i>	25,2	20,9	29,7	32,2	18,0	35,8	25,9
	<i>Part dans les importations</i>	42,6	42,6	41,4	45,6	40,6	48,0	37,2
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	37,2	35,7	37,5	41,4	32,6	43,9	33,8
COTE D'IVOIRE	<i>Part dans les exportations</i>	11,7	11,0	10,2	11,5	11,2	13,0	13,3
	<i>Part dans les importations</i>	4,3	3,4	3,0	2,5	4,0	4,9	3,6
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	9,4	8,3	7,4	7,8	8,4	9,7	9,4
GUINEE-BISSAU	<i>Part dans les exportations</i>	6,8	6,4	5,8	4,7	24,2	26,3	17,4
	<i>Part dans les importations</i>	39,2	44,2	59,3	61,9	56,3	58,8	-41,7
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	23,6	25,3	33,7	35,7	44,5	46,1	-148,9
MALI	<i>Part dans les exportations</i>	7,3	8,1	7,6	5,6	8,1	10,1	13,0
	<i>Part dans les importations</i>	51,9	48,7	54,7	56,2	54,4	48,1	37,3
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	27,3	29,0	32,5	32,5	30,7	30,7	26,8
NIGER	<i>Part dans les exportations</i>	5,2	6,2	3,9	6,3	8,1	9,4	9,5
	<i>Part dans les importations</i>	34,5	45,6	39,9	42,5	30,3	25,7	22,2
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	21,9	29,1	24,6	28,6	21,3	18,8	17,1
SENEGAL	<i>Part dans les exportations</i>	18,7	24,8	24,2	26,6	29,8	37,0	32,1
	<i>Part dans les importations</i>	5,1	6,7	6,1	5,8	6,5	7,9	7,2
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	10,6	13,6	13,0	13,1	14,2	16,2	14,2
TOGO	<i>Part dans les exportations</i>	40,0	54,5	52,9	57,0	56,3	71,4	47,2
	<i>Part dans les importations</i>	18,7	22,0	19,1	11,7	16,3	20,2	27,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	27,7	36,3	33,1	28,0	31,5	40,0	35,6
UEMOA	<i>Part dans les exportations</i>	13,7	16,6	16,6	18,0	17,5	20,0	18,5
	<i>Part dans les importations</i>	17,0	18,0	17,2	17,1	17,5	17,8	15,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	15,2	17,2	16,9	17,5	17,5	18,8	17,1
	<i>Part ajustée dans les échanges totaux de biens (4)</i>	-	-	18,8	20,1	21,1	22,0	20,6

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

(1) : Part des exportations intra-UEMOA sur les exportations totales

(2) : Part des importations intra-UEMOA sur les importations totales

(3) : Somme des exportations et des importations intra-UEMOA rapportée au total des échanges de biens du pays

(4) : Cet ajustement est fait en excluant du total des exportations les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium) qui concernent exclusivement les échanges extra-UEMOA

ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs présentés sont établis selon les principes de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBDP), publiée par le FMI en mai 1993.

Les composantes types de la balance des paiements sont réparties en deux grandes catégories, à savoir le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

1. Compte des transactions courantes

Sont incluses dans le compte des transactions courantes, toutes les transactions portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers) entre entités résidentes et non-résidentes. Les contreparties des valeurs économiques courantes qui sont fournies ou acquises sans réciprocité y sont également inscrites. Les grandes subdivisions (postes) sont les biens, les services, les revenus des facteurs et les transferts courants.

– Les biens sont classés en 5 catégories distinctes qui présentent un intérêt analytique différent :

- . Marchandises générales ;
- . Biens importés ou exportés pour transformation ;
- . Réparation de biens ;
- . Achats de biens dans les ports par les transporteurs ;
- . Or non monétaire.

– Les services sont répartis en 11 postes :

- . Transports ;
- . Voyages ;
- . Services de communication ;
- . Services de bâtiment et travaux publics ;
- . Services d'assurance ;
- . Services financiers ;
- . Services d'informatique et d'information ;
- . Redevances et droits de licence ;
- . Autres services aux entreprises ;
- . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ;
- . Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a⁶.

⁶ Non compris ailleurs

– Les revenus des facteurs sont définis comme étant la rémunération des facteurs de production. Ce poste englobe la rémunération des salariés sous toutes ses formes, ainsi que le revenu des investissements. La rubrique "revenu des investissements" enregistre les revenus que les entités résidentes retirent de la propriété d'avoirs financiers étrangers et vice-versa. Elle se subdivise en 3 catégories :

- . revenu des investissements directs ;
- . revenu des investissements de portefeuille ;
- . revenu des autres investissements.

– Les transferts courants se répartissent en deux catégories sectorielles : les administrations publiques et les autres secteurs. Ceux des administrations publiques comprennent les aides non remboursables en espèces ou en nature reçues des autres administrations publiques ou des organisations internationales. Les transferts courants privés sont essentiellement constitués des envois de fonds des travailleurs et des dons des ONG. Les transferts courants, contrairement à toutes les précédentes éditions du Manuel de la balance des paiements, sont distingués des transferts de capital inclus dans le compte de capital.

2. Compte de capital et d'opérations financières

Il a deux principales composantes :

- le compte de capital ;
- le compte d'opérations financières.

Le compte de capital regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

Les principales composantes du compte d'opérations financières sont :

- les investissements directs qui comprennent les opérations financières effectuées par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable tel la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10% des actions ou des droits de vote. Ils sont constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfices réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les réserves (moins de 10% des actions).
- les autres investissements, constitués d'une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements directs, les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, la

monnaie fiduciaire et les dépôts ;

- les avoirs de réserve, constitués d'avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des autorités monétaires et qui permettent à celles-ci de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Pour les besoins de l'analyse, la balance des paiements est aussi présentée selon l'optique de la BCEAO. Dans cette présentation, il est établi un solde global résultant des transactions courantes et de capital, ainsi que des opérations financières concernant les secteurs autres que la Banque centrale et les banques. Les investissements de portefeuille et les autres investissements de la Banque Centrale et des banques, ainsi que les avoirs de réserve sont regroupés dans les avoirs et engagements extérieurs en dessous de la ligne du solde global, dont ils constituent la contrepartie.

